

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 72 / 24 mai 1973 1 F avec supplément CCP Front rouge 31 191 14 La Source BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

HALTE A LA DEMAGOGIE SUR LES O.S. : IMPOSONS NOS REVENDICATIONS



Travailleurs,

Depuis plus de deux mois, vous avez déclenché dans tout le pays une série de luttes résolues et prolongées. Aussi bien dans les grands bagnes capitalistes de l'automobile (Billancourt, Flins, Caen) et de la sidérurgie lorraine, que dans de nombreuses petites boîtes, laissant de côté le mirage des promesses électorales, vous avez posé avec force vos revendications propres : à Renault, "A travail égal, salaire égal", "OS 9 maxi pour tous" ; à Peugeot-St-Etienne et ailleurs "1500 F minimum sur la base de 40h ; dans plusieurs usines, en particulier des usines de femmes dans l'électronique et le textile : "suppression du salaire au rendement".

La bourgeoisie oppose un refus systématique à toutes vos revendications essentielles. Lockout massif, CRS, commandos fascistes, licenciements, chantage à l'expulsion contre nos camarades immigrés, telle est la réponse de la bourgeoisie.

Mais en même temps, les patrons de la métallurgie, entre autres, discutent avec les états-majors syndicaux et prétendent

vouloir améliorer le sort des O.S.. Et comment donc ? En révisant les classifications.

Alors que la masse des O.S. a de plus en plus conscience de sa force, de l'unité de ses revendications, les patrons espèrent semer la confusion... en changeant les étiquettes : plus d'O.S., vous vous appellerez désormais 01, 02 ou bien encore "agents productifs" !

Alors que vous réclamez des augmentations clairement chiffrées (200 F pour tous, 13e mois) les patrons répondent : nous modifions les points. Vous passerez de l'indice 100 à l'indice 135, etc... Mais à quoi aboutira tout ce remue-ménage d'indices, sur la feuille de paye ? Chez Renault... à 2 F par mois d'augmentation pour certains ouvriers et tout au plus à 20 F pour les autres !

Alors que nous exigeons "A travail égal salaire égal", les patrons répondent : il n'y aura plus que 3 échelons d'O.S. Mais qu'est-ce que cela change puisqu'ils n'auront qu'à multiplier les sous-échelons pour maintenir la division ?

Avec cela, en plus, les O.S.

auront désormais le droit de passer professionnels. Eh oui ! à partir du 1er juin, à la Régie, vous aurez droit, même si votre chef s'y refuse, à passer un essai dans un délai... de 7 ans. Juste le temps de vous user complètement à la chaîne. En cas d'échec, vous aurez même droit encore à 2 essais du même type...

Décidément, les propositions démagogiques du patronat, outre qu'elles sont directement copiées des propositions de la CGT, ressemblent beaucoup à des provocations. D'autant plus que, pour la maîtrise et l'encadrement, les nouvelles classifications ça signifie de nouveaux privilèges : à Renault il y aura tout au plus 20 F pour l'ouvrier, mais, dans tous les cas, 250 F pour le chef d'atelier. D'autant plus que la bourgeoisie, tout en multipliant les bavardages, les commissions d'étude et les projets de loi sur les conditions de travail, s'oppose brutalement à toute remise en cause des cadences et de l'intensification du travail en général.

Travailleurs vous rejetterez ces grossières tentatives de tromperie qui viennent de l'ennemi. Et vous rejetterez aussi les ma-

nœuvres des états majors syndicaux : c'est la CGT, la première, qui a prétendu, face aux luttes des O.S. que la grille hiérarchique unique de l'O.S. à l'ingénieur c'était là votre aspiration principale ! C'est la CGT qui répète que le mirage de la promotion et de la formation professionnelle, c'est la solution pour les O.S. C'est la CGT donc qui, avec les autres syndicats, a préparé le terrain et participe à cette mystification. Maintenant l'Huma claironne : "une brèche dans l'arbitraire des classifications", "une importante réforme est en gestation".

Travailleurs, vous n'avez rien à attendre de ces marchands d'illusions.

D'importantes masses d'ouvriers sont entrés et entrent en lutte en posant clairement des revendications essentielles. Ces revendications, ces luttes, il faut les unifier. Voilà pourquoi, et la vie nous a donné raison, dès après les élections, nous avons mis en discussion une plate-forme revendicative nationale. Aujourd'hui nous vous appelons à vous en emparer :

- 1500 F minimum pour 40h hebdomadaires

- A travail égal, salaire égal
- Suppression de toute forme de salaire au rendement
- Fixation du salaire au taux de rendement maximum
- Retraite à 55 ans pour les hommes, 50 ans pour les femmes
- Pour les immigrés paiement de la retraite proportionnellement au temps passé en France
- Suppression des abattements de prime pour faits de grève
- Transports gratuits et paiement du temps de transport comme temps de travail
- Crèches gratuites construites par les patrons pour les enfants des familles ouvrières.

Travailleurs formez des assemblées ouvrières, discutez notre plate-forme, traduisez-la en actes.

Cette plate-forme c'est une arme pour cristalliser la révolte ouvrière contre les mensonges et les sabotages quotidiens des syndicats révisionnistes et réformistes.

Cette plate-forme, c'est une arme pour mettre à nu, devant de larges masses d'ouvriers, l'ensemble du système hideux d'exploitation en France et les engager sur la voie de l'action révolutionnaire.

abrogation des lois répressives sur l'avortement et la contraception

10.000 personnes se sont mobilisées à Grenoble pour réclamer l'abrogation de la loi de 1920 interdisant l'avortement et la contraception, pour réclamer que cesse ce scandale de l'avortement clandestin responsable de la mort de 3600 femmes sur les 800.000 qui se font avorter tous les ans. Parmi ces 3600 femmes (soit 10 par jour), bien évidemment aucune de celles de la bourgeoisie qui peuvent aller tranquillement en Suisse ou en Angleterre pour 200.000 ou 300.000 AF. ; seulement des femmes ouvrières. Réclamer l'abrogation de la loi de 1920 c'est réclamer que cesse la situation particulièrement dramatique connue par bon nombre d'ouvrières livrées à elles-mêmes, isolées ; recourir aux aiguilles à tricoter ou arriver à trouver une « faiseuse d'anges » ou un « médecin complaisant » moyennant une somme d'argent qu'il faudra réunir en douce, au prix de privations pour l'avenir. Ceci trouvé avec grand peine, affronter les suites médicales : les conditions d'hygiène étant rarement remplies, ce sont très vite la forte fièvre, l'infection, la septicémie, la mort certaine si les soins ne sont pas rapides et énergiques, ou l'amputation avec la possibilité perdue d'avoir à nouveau un enfant. Sinon, affronter à l'hôpital un médecin réactionnaire qui vous assaille-

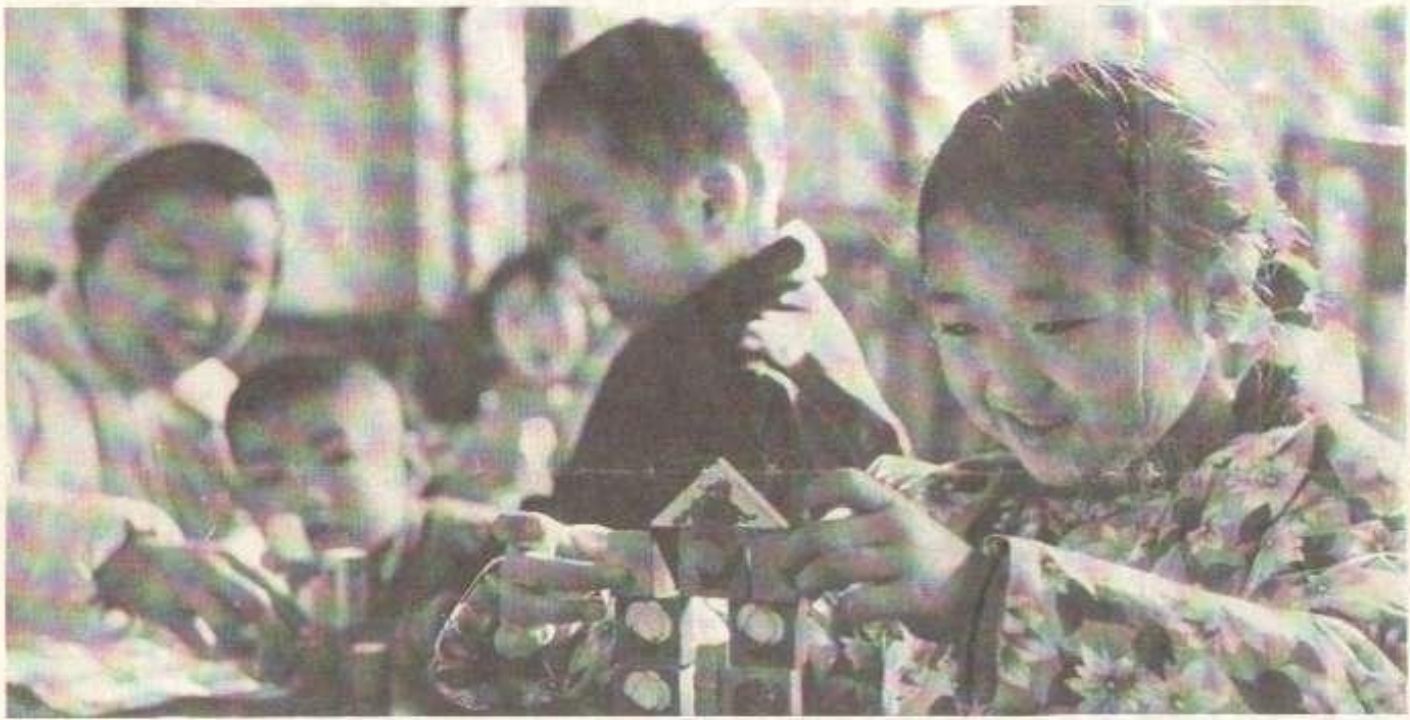
ra de questions, qui refusera un curetage en imposant un traitement pour « garder l'enfant », c'est-à-dire un fœtus endommagé, ou qui le fera à vif.

Si ces femmes ouvrières sont contraintes de recourir à l'avortement, ce n'est pas qu'elles ne veulent pas avoir d'enfants, c'est parce que la bourgeoisie leur impose des conditions telles qu'il leur est de plus en plus difficile d'élever leurs enfants et de satisfaire leur aspiration à en avoir. En revendiquant l'abrogation de la loi de 1920 et de toutes les lois répressives sur l'avortement et la contraception, il est nécessaire aussi de lutter pour que les conditions pour élever des enfants, pour que les conditions de naissance des enfants soient bonnes.

Car non seulement c'est la bourgeoisie qui force les ouvrières à se faire avorter, mais c'est elle aussi qui est responsable de bon nombre d'avortements naturels. Un récent congrès médical a révélé que 180.000 fausses couches par an étaient dues aux conditions de travail et de transport que devaient subir les femmes ouvrières : le travail à la chaîne, les cadences infernales, les longs temps de parcours dans des cars ou le métro inconfortable. Nous revendiquons des conditions de travail particulières pour les femmes enceintes dans les usines.

Nous luttons aussi contre les mauvaises conditions de vie qui empêchent les familles ouvrières d'élever correctement leurs enfants, les nourrir, les habiller, les envoyer à l'école : la hausse des prix, la politique des bas salaires, la multiplication des accidents de travail, qui suppriment le travail du père ou de la mère, les mauvaises conditions de logement, les menaces d'expulsion, la montée du chômage. Nous revendiquons aussi des crèches pour les tout petits, payées par les patrons sur le lieu de travail, une gratuité réelle de l'enseignement, des garderies pendant les vacances.

Ne revendiquer que la liberté d'avorter ne résoudre pas les problèmes des femmes ouvrières, qui sont de choisir quand avoir des enfants mais aussi et surtout de pouvoir en avoir et les élever dans des conditions décentes. C'est pourquoi pour les marxistes léninistes, la revendication d'abrogation de la loi de 1920 et de toute loi répressive sur l'avortement, ne va pas sans la lutte contre la paupérisation de la classe ouvrière, pour des crèches et des garderies. Pour que les femmes puissent vivre leur vie de mères et d'ouvrières dans de meilleures conditions et participer au sein du prolétariat à la lutte pour le socialisme.



Dans chaque usine chinoise une crèche est prévue pour les enfants des ouvriers.

reims citroën

Chez CITROËN à Reims, comme dans toutes les usines du groupe, la direction ne faillit pas à ses méthodes fascistes de répression. Le 7 mai, un ouvrier algérien reçoit une lettre de licenciement pour avoir pris la parole en arabe pendant la journée revendicative de la CGT 3 jours plus tôt. Immédiatement, la riposte s'organise. Les 350 ouvriers de la production (l'usine emploie 1000 salariés), en majorité immigrés, décident la grève pour demander la réintégration de leur camarade et les 1.500 F pour 40 h.

La direction ne peut accepter que des ouvriers osent entrer en lutte contre son appareil répressif qu'elle a jusqu'ici cru, infailible pour empêcher tout mouvement de lutte. Elle mobilise massivement ses hommes de main. D'abord pour briser la grève dans

350 menaces de licenciement pour fait de grève

l'aul : le 7 mai au moment où les ouvriers se réunissent pour décider la grève, elle envoie 5 nervis qui lancent des bombes lacrymogènes contre les ouvriers. Premier échec : la grève est décidée. Dans la nuit du 7 au 8 mai, elle fait alors venir par car de Paris, ses nervis de la CFT et des agents de maîtrise (parmi eux il y aurait Pansard le chef CFT qui a dirigé l'attaque contre une maison occupée par des Yougoslaves à Issy les Moulineaux) en renfort pour briser la grève : empêcher la formation d'un piquet à la porte de l'usine, aller de nuit chez les grévistes pour les intimider, aller chercher en voiture les non-grévistes, organiser des services de ramassage dans les foyers immigrés pour les faire travailler, obliger 75 travailleurs de Levallois à venir de force travailler à Reims.



PROBLEMES DU TRAVAIL REVOLUTIONNAIRE

la plate-forme revendicative

une arme pour l'organisation révolutionnaire des masses

Déjà à l'appel des marxistes léninistes se sont réunies un certain nombre d'assemblées ouvrières pour établir notre plate-forme revendicative nationale : à Brandt (Lyon), à Usinor (Dunkerque), à Bourgogne Electronique (Dijon), à Michelin (Montcau), à De Wendel Sidelor (dans la vallée de la Fensch)...

Ces initiatives doivent se développer très largement, c'est la condition pour que cette plate-forme soit effectivement une arme aux mains des marxistes léninistes pour progresser dans l'organisation révolutionnaire des travailleurs. A cet effet il est nécessaire de préciser pourquoi nous avons avancé cette plate-forme, pourquoi nous en faisons un objectif important de notre travail, de notre tactique.

C'est après le résultat des élections que se confirme avec force cette nécessité d'élaborer la plate-forme revendicative. Pourquoi à cette période ? Au lendemain des élections, la situation politique est dominée par 2 traits essentiels : du côté du prolétariat, les travailleurs sont désillusionnés par l'échec de l'Union de la gauche ; alors que leurs luttes ont été des mois durant, muselées par les syndicats parce que disait la CGT, « la victoire de la gauche permettra de satisfaire les revendications », les travailleurs découvrent qu'ils ont été bernés ; à cette désillusion doit inévitablement succéder la volonté de faire aboutir les revendications par la lutte. Du côté de la bourgeoisie, on est évidemment parfaitement conscient de cette volonté de lutte des travailleurs ; mais pour le gouvernement l'issue victorieuse des élections lui laisse les mains entièrement libres pour répondre aux revendications ouvrières ; les maigres miettes démagogiques du programme de Provis, et un

vaste arsenal répressif, dont la circulaire Fontanet est la pièce maîtresse, constituent cette réponse.

Cette analyse de la situation faite dès le lendemain des élections (voir FR 63 du 22 mars), et pleinement confirmée par les 2 mois écoulés depuis (grèves de Renault, Saviem, De Wendel Citroën... luttes contre la circulaire Fontanet, offensive de la bourgeoisie contre les revendications ouvrières...). Cette analyse fixait des tâches claires aux marxistes léninistes. Une fois déterminés précisément sur quels points allait se porter le mouvement des travailleurs, il fallait définir une tactique, prendre des initiatives qui permettent de faire progresser le mouvement, d'avancer dans l'organisation révolutionnaire des travailleurs. De même que l'appel à constituer des Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet, leur coordination, la journée nationale d'action qu'ils envisagent sont des éléments de cette tactique, de même, en font partie la tenue des assemblées ouvrières, l'élaboration de la plate-forme revendicative.

Il apparaît clairement aujourd'hui que notre plate-forme revendicative, du moins les éléments que nous en avons publiés, constitue effectivement un trait d'union entre les différentes luttes qui ont éclaté ces derniers mois, et offre ainsi un objectif commun aux luttes à venir, aux luttes à susciter. A Peugeot St Etienne, à Citroën Reims, les travailleurs réclament les 1.500 F ; à Renault à Flins, comme à Billancourt, les grévistes réclament « à travail égal, salaire égal ». Dans le textile dans de nombreuses usines les ouvrières réclament la suppression du salaire au rendement. A Usinor les travailleurs de Calais et des mines ont engagé la

lutte sur le problème des transports... Bref des revendications déjà incluses dans notre plate-forme.

Mais dans cette coïncidence il ne faut pas voir le fruit du hasard. Quand les travailleurs engagés à Renault, Saviem, Peugeot, De Wendel, la lutte pour leurs revendications, les premiers éléments de notre plate-forme étaient discutés à Usinor, à Brandt, à De Wendel... Cette coïncidence en fait s'explique facilement : si les travailleurs se battent aujourd'hui assez massivement sur leurs revendications réelles, c'est que le divorce entre ces revendications et celles avancées par les syndicats leur apparaît plus clairement encore qu'avant les élections. Bâillonnés pendant des mois par les syndicats qui leur promettaient la satisfaction de leurs revendications après la victoire électorale de la gauche, les travailleurs non seulement prennent plus ou moins conscience de la mystification électorale, mais ils se reconnaissent moins qu'avant encore dans le programme revendicatif des syndicats qu'ils ont déjà vu dans le « programme commun ». Il est significatif que la CGT soit dans ces conflits impuissante à imposer ses revendications. Jusqu'à présent il était fréquent, habituel, de voir la CGT transformer avec succès les revendications des travailleurs et faire ainsi dévier la cible de leur mécontentement, amenant par exemple les travailleurs en lutte contre l'intensification du travail à la monnayer contre des augmentations de salaire. Cette manœuvre a échoué dans les dernières luttes à Renault en même temps que la CGT affirmait que les travailleurs luttaient pour la « grille unique », les grévistes maintenaient leur mot d'ordre : « A travail égal, salaire égal ». A Peugeot, à peine Séguy réclamait les

1.100 F, que les grévistes réclamaient 1.500 F. Les travailleurs en partant en lutte contre les aspects les plus saillants de l'exploitation capitaliste voient se révéler la nature réelle du programme revendicatif des révisionnistes : masquer justement ces aspects, diviser la classe ouvrière.

Et si notre plate-forme revendicative épouse aujourd'hui ces aspirations des travailleurs c'est parce que pour en définir les grandes lignes, nous sommes partis justement de l'analyse de la réalité en France telle que les marxistes léninistes l'ont consignée dans leur programme : l'analyse des formes concrètes et précises que revêt l'exploitation capitaliste dans notre pays et la paupérisation de la classe ouvrière, l'analyse des couches de la classe ouvrière, l'analyse de la base de classe du révisionnisme, et de sa politique à

l'égard de la classe ouvrière... c'est ainsi qu'il a été possible de définir une plate-forme susceptible aujourd'hui d'être l'objectif de lutte de franges importantes de la classe ouvrière, susceptible d'être la cible des luttes des travailleurs qui réclament autre chose que les miettes revendiquées par les syndicats.

Une telle plate-forme est ainsi une arme décisive pour que le combat revendicatif des travailleurs s'intègre à la lutte politique, à la lutte révolutionnaire. Aujourd'hui en bonnivant des assemblées ouvrières pour discuter de cette plate-forme, en engageant le combat pour la faire aboutir, en s'appuyant sur les luttes menées aujourd'hui, les marxistes léninistes peuvent parfaitement faire saisir aux travailleurs l'illusion des solutions révisionnistes ou réformistes : pourquoi les

états majors syndicaux passent sous la table leurs revendications, pourquoi ils s'y opposent de plus en plus âprement, pourquoi leur politique d'« union de tous les salariés » cache en fait une politique de division de la classe ouvrière, quel lien il y a entre cette attitude dans l'usine et les perspectives électorales développées par le P.S.P.C... Nous pourrions ainsi y opposer la perspective de la révolution prolétarienne et de la société socialiste que nous voulons construire.

C'est pour cela que progresser dans l'organisation révolutionnaire des masses exige aujourd'hui de propager largement notre plate-forme, de s'appuyer sur les aspirations des travailleurs qui aujourd'hui se battent sur leurs véritables revendications. Partout intensifier et multiplier la convocation des assemblées ouvrières.

assemblée ouvrière à BOURGOGNE-ELECTRONIQUE-DIJON

A Bourgogne-Electronique, suite à l'intoxication d'une trentaine d'ouvrières, dont le patron, avec la complicité des syndicats, veut cacher la gravité, les communistes marxistes léninistes de Front Rouge ont réuni une dizaine d'ouvrières intoxiquées sur la vingtaine qui était d'accord (une partie n'a pas pu venir à cause de difficultés matérielles : moyens de locomotion, gosses à garder...).

Au cours de cette assemblée, après avoir expliqué aux ouvrières ce qu'était Front Rouge, les objectifs de lutte du Parti d'avant-garde du prolétariat, la nécessité de lutter contre la circulaire Fontanet, nous avons proposé la plate-forme revendicative.

Les ouvrières ont appuyé fortement les revendications : « crèches gratuites pour les mères de famille construites par les patrons » et « retraite à 55 ans

pour les humbles et 50 ans pour les fortes ». Le mot d'ordre que nous proposons « salaire à 1500 F minimum pour 40h de travail hebdomadaire (avec lequel les ouvrières étaient d'accord) » permet une discussion sur la hausse des prix, sur la nécessité de participer à l'élaboration de l'indice Front Rouge (toutes les ouvrières ont pris un budget du travailleur édité par Front Rouge).

Puis nous avons discuté des revendications spécifiques à la boîte, ce qui a permis de mettre en avant les mots d'ordre suivants : la prise d'équipe doit passer de 51 F à 100 F.

L'extension en cas de maladie à tous des droits des anciennes, c'est-à-dire le paiement intégral des jours de maladie).

Ensuite nous avons examiné les moyens à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction sur les intoxications.

Les ouvrières ont adopté nos propositions : création d'un comité de lutte non seulement au sujet des intoxications, mais aussi pour engager la lutte pour les revendications.

pétition dans la boîte, tract, communiqué de presse du comité de lutte sur les intoxications.

Les ouvrières présentes ont aussi demandé à Front Rouge de soutenir le comité et de continuer ses interventions à l'usine.

IMPOSONS NOS REVENDICATIONS !

PRIME D'EQUIPE A 100 F !

BRISONS LE SILENCE COMPLICE DE LA DIRECTION ET DES SYNDICATS EXIGEONS LES RESULTATS AVEC DES EXPLICATIONS DE TOUTES LES ANALYSES POUR LES OUVRIERES INTOXIQUEES.

verstrate - armentières

Verstrate est une entreprise de transports d'Armentières. A Armentières la combativité des gars de chez Verstrate est bien connue :

déjà à la suite de nombreuses luttes, ils ont obtenu d'importantes augmentations de salaires ; et des avantages divers. Il faut dire que la section CFDT de l'entreprise (animée par un marxiste-léniniste et des ouvriers combattifs, en ne laissant planer par ailleurs aucun doute sur la nature réformiste de cette organisation), ne laisse aucun répit au patron. Le 2 mai, conscients de leur force, les chauffeurs et les manutentionnaires se mettent en grève.

Ils savent qu'ils peuvent mettre Verstrate à genoux, par une grève déterminée (pas de transports ; pas de profits et risque de perdre des clients).

Leurs revendications :

- même salaire pour tous les manutentionnaires
- augmentation de 10 % des salaires
- augmentation de l'indemnité de repas
- revendications matérielles diverses (2 tenues de travail, 2 douches, 2 WC...).

Ce que veulent les travailleurs, c'est obtenir de meilleurs salaires pour limiter les effets de l'augmentation du coût de la vie, c'est avoir de meilleures conditions de travail, et l'application de « A travail égal, salaire égal ». Pendant la grève, la combativité est exemplaire (piquet de grève). Dans un tract, les cadres et un jeune sont publiquement dénoncés comme briseurs de grève et agents du patron.

Après 4 jours de grève, le patron accorde 7,5 % d'augmentation, une paire de bleus supplémentaires, indemnité de repas portée 9,70 F (au lieu de 9,35 F) avec possibilité de dépasser cette somme dans certains cas. Tout n'a pas été obtenu : mais chez Verstrate on a maintes fois eu l'expérience que la lutte est payante et une grève prépare la suivante. Quant aux marxistes léninistes tout en impulsant avec clarté et détermination les luttes revendicatives ils expliquent que seule la révolution prolétarienne pourra apporter satisfaction à l'ensemble de leurs aspirations.

Travailleurs d'Armentières, suivez l'exemple des chauffeurs et des manutentionnaires de chez Verstrate. correspondant Armentières

PLATE-FORME DES COMITES POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

I. A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET, MESURE DE CLASSE CONTRE LE PROLETARIAT ET MESURE IMPERIALISTE

- La circulaire Fontanet est une mesure de classe de la bourgeoisie française contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Elle vise à répondre au développement des luttes de la classe ouvrière, particulièrement des O.S. dont les travailleurs immigrés constituent une partie importante.

En faisant peser sur tout travailleur immigré la menace de l'expulsion, la bourgeoisie veut lier les mains de la classe ouvrière, casser ses grèves, accentuer sa division.

- Pour la bourgeoisie, la circulaire Fontanet est principalement une arme de division de la classe ouvrière.

Pour le prolétariat, la lutte contre la circulaire Fontanet doit être un moyen de forger son unité. Les ouvriers français doivent comprendre que la menace d'expulsion qui pèse sur chaque ouvrier immigré gréviste est une arme contre l'ensemble de la classe ouvrière.

- La circulaire Fontanet est une mesure impérialiste de la bourgeoisie française. S'il y a en France des millions de travailleurs immigrés, si la déportation de main d'œuvre s'organise à si grande échelle, c'est parce que la France est un pays impérialiste qui maintient sous sa domination de nombreux pays.

La bourgeoisie impérialiste française se livre au pillage des ressources économiques des pays opprimés et organise à son profit, en collaboration avec les

gouvernements fantoches de ces pays, la déportation en France de millions de travailleurs qu'elle surexploite.

La lutte contre la circulaire Fontanet doit donc nécessairement viser la nature impérialiste de la bourgeoisie française.

A travers la lutte contre la circulaire Fontanet, les travailleurs français et étrangers doivent s'unir contre leur ennemi commun : l'impérialisme français.

II. MOBILISONS L'ENSEMBLE DU PROLETARIAT POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

- Pour poursuivre la lutte entamée contre la circulaire Fontanet et pour lui donner un caractère unifié sur le plan national, il est nécessaire de créer partout des Comités pour l'abrogation de la circulaire Fontanet (C.A.C.F.).

- Dès leur constitution, les C.A.C.F. doivent engager un large travail de dénonciation de la circulaire Fontanet à la porte des usines, sur les marchés, dans les foyers, les bidonvilles, les C.E.T., les lycées...

Dans ce travail de propagande ils insisteront sur le fait que la lutte contre la circulaire Fontanet doit être un moyen privilégié pour construire l'unité de la classe ouvrière.

- Dès leur constitution, les C.A.C.F. devront se saisir de tous les faits portés à leur connaissance qui leur permettront d'appuyer concrètement la dénonciation de la circulaire Fontanet et de mobiliser les masses sur leur quartier.

- Sur la base d'un accord avec l'objectif politique qu'ils se fixent (abroga-

tion de la circulaire Fontanet), les C.A.C.F. organiseront largement en leur sein les ouvriers français, les ouvriers immigrés, les révolutionnaires et les progressistes, et d'une manière générale tous ceux qui, désireux de soutenir la lutte des travailleurs, sont d'accord avec l'objectif de l'abrogation de la circulaire Fontanet.

- Peuvent être membres des C.A.C.F., sans distinction d'appartenance politique ou syndicale, ni de croyance philosophique ou religieuse, tous ceux qui sont d'accord avec l'objectif d'abrogation de la circulaire Fontanet.

- Les C.A.C.F. visent l'instauration d'un rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie qui oblige cette dernière à céder.

Ce rapport de force ne pourra être obtenu que si les C.A.C.F. impulsent une lutte d'ensemble, centralisée et coordonnée contre la circulaire Fontanet.

Tout en saluant les grèves de la faim parce qu'elles ont signifié l'entrée dans la lutte de nombreux travailleurs immigrés, les C.A.C.F. se fixent pour but de les dépasser et de placer la lutte sur un terrain où les antagonismes de classe apparaissent en toute lumière. Cela signifie que les C.A.C.F. devront impulser les formes de lutte prolétariennes, allant de l'occupation de locaux à l'organisation de manifestations de rue.

- Pour créer un rapport de forces et faire céder la bourgeoisie, il est indispensable de mobiliser l'ensemble du prolétariat — ouvriers français et ouvriers immigrés.

Aussi les C.A.C.F. s'opposeront-ils à toute tentative de limiter la lutte

contre la circulaire Fontanet à une affaire d'immigrés et s'attacheront tout particulièrement à entraîner les ouvriers français à lutter au double à coudes avec leurs frères de classe immigrés, contre cette mesure scélérate anti-ouvrière.

Pour ce faire, ils mettront toujours en avant le sens de classe de la circulaire Fontanet et expliqueront sans relâche la politique de la bourgeoisie vis-à-vis de l'ensemble du prolétariat pour le surexploiter, pour le diviser, pour contenir ses luttes et les briser par la menace constante de l'expulsion vis-à-vis des travailleurs immigrés.

- Si généralement les C.A.C.F. commencent à se créer sur la base des quartiers ou des localités, il est nécessaire — dès que la mobilisation et l'organisation des ouvriers le permettent — d'envisager la création de comités sur les usines.

La création de tels comités d'usine est conforme au caractère de classe du mouvement de lutte contre la circulaire Fontanet.

Elle est la condition pour promouvoir largement l'unité dans la lutte des ouvriers français et immigrés qui est l'un des axes essentiels des C.A.C.F.

- Dans les usines, les C.A.C.F. lieront étroitement la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet à la lutte contre toutes les mesures de surexploitation, de division et de répression de la bourgeoisie vis-à-vis du prolétariat et notamment des O.S. Les C.A.C.F. d'usine dénonceront la division créée par le Capital entre ouvriers français et immigrés, lutteront pour le principe : à travail égal, salaire égal, riposteront aux brimades racistes des contremaîtres et chefs, s'opposeront à tout licenciement ou menace d'expulsion contre les tra-

vailleurs immigrés, réclameront l'embauche des ouvriers étrangers sans travail, mèneront l'action pour obtenir les papiers nécessaires à la régularisation là où le patron refuse de les fournir, lutteront pour les conditions de logement correctes et décentes, etc.

- Les C.A.C.F. prendront en charge tous les problèmes qui se posent aux travailleurs immigrés. Ils s'occuperont notamment de l'assistance juridique aux travailleurs immigrés : ils tiendront à cet effet de nombreuses permanences dans les quartiers immigrés.

Ils se mobiliseront sur tous les cas concrets qui surgiront en ayant soin de les rattacher à la dénonciation de la circulaire Fontanet.

Le secrétariat des C.A.C.F. se chargera de donner à chaque cas local d'importance une audience nationale.

III. ENGAGEONS LA LUTTE D'UNE MANIERE CONSEQUENTE CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET

- En engageant la lutte contre la circulaire Fontanet, les C.A.C.F. se démarquent notamment :

- des positions de la C.G.T. et de la C.F.D.T., qui après avoir salué la circulaire Fontanet comme une mesure positive, font machine arrière sous la pression du mouvement des masses et réclament de manière démagogique l'abrogation de la circulaire Fontanet.

Quels que soient les retournements auxquels se livreront les syndicats, les C.A.C.F. dénonceront les thèses bourgeoisistes qu'ils colportent sur la nécessité d'un « contrôle de l'immigration ».

- des conceptions légalistes de ceux qui veulent porter la lutte principale-

communiqué du secrétariat national des C.A.C.F.

8, 9 et 10 juin journées nationales de mobilisation

Pour répondre aux dernières mesures de la bourgeoisie annoncées par son ministre du travail Gorse, mesures qui visent à étendre la circulaire Fontanet aux travailleurs algériens et à tous les travailleurs africains.

Alors que la bourgeoisie utilise la circulaire Fontanet pour essayer de briser les luttes de la classe ouvrière soit directement par des menaces du patron contre les travailleurs immigrés comme aux bennes Marrel à Toulouse ou chez Jacquemart à St Etienne, soit indirectement par des licenciements qui font peser la mesure d'expulsion contre des immigrés en grève (Renault et aujourd'hui 350 O.S. à Citroën-Reims).

Entreprenons dès aujourd'hui une première riposte face à ces mesures de la bourgeoisie ; faisons des 8, 9, 10 juin, 3 journées d'action nationale sous la forme de réunions publiques, de groupes d'intervention, avec exposition de panneaux, sur les marchés, dans les foyers, les quartiers populaires, dans et à la porte des usines, et de manifestations...

Ces actions viseront à dénoncer la circulaire Fontanet comme mesure impérialiste, à dénoncer la circulaire Fontanet comme arme de la bourgeoisie contre toute la classe ouvrière, français et immigrés de toutes nationalités, à développer plus largement le mouvement de mobilisation pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET
CARTE DE TRAVAIL DES L'EMBAUCHE, PERMANENTE ET POUR TOUTES LES PROFESSIONS.
ABROGATION DES CONTRATS A DURÉE LIMITEE POUR TOUS LES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS.
A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL.
TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, MEMES DROITS SOCIAUX, SYNDICAUX ET POLITIQUES.

* Pour prendre contact avec le secrétariat national des CACF, provisoirement, écrire à Front Rouge avec la mention « pour les CACF »



ment sur le terrain juridique en répandant l'illusion qu'un recours au Conseil d'Etat pourrait faire céder la bourgeoisie.

- des conceptions apolitiques qui tendent à faire de la lutte contre la circulaire Fontanet une affaire d'immigrés et qui refusent de lier la lutte contre la circulaire Fontanet à la dénonciation de l'impérialisme français.
- des positions confusionnistes de

ceux qui prétendent que la lutte contre la circulaire Fontanet est dépassée, comme si le mouvement actuel avait atteint une ampleur suffisante pour faire reculer la bourgeoisie.

- Contre toutes les conceptions erronées, les C.A.C.F. insistent sur le fait que la circulaire Fontanet est une mesure qui cristallise la politique répressive de la bourgeoisie à l'égard de la

classe ouvrière. La fixation d'un objectif concret tel que l'abrogation de la circulaire Fontanet est donc nécessaire non seulement pour que s'opère une large mobilisation des masses, mais encore pour qu'à travers la lutte contre la circulaire Fontanet commence à être perçue par de larges fractions de la classe ouvrière, la nature impérialiste de la bourgeoisie française.

POUR UNE FORMATION BOLCHEVIQUE ETRE COMMUNISTE DANS LES CAMPS FASCISTES

par André Roustan ancien F.T.P.
membre fondateur du PCMLF

A Buchenwald étaient déjà internés des dizaines de milliers de communistes allemands, qui, emprisonnés depuis l'avènement du nazisme en 1934, luttèrent farouchement contre l'extermination. Ils avaient construit une puissante organisation du Parti qui couvrait tout le camp. Les nazis, obligés de confier aux détenus certaines tâches d'administration dans le camp, devaient ainsi tolérer la présence des communistes allemands dans les rangs de l'administration du camp. Cette organisation du Parti allemand allait nous apporter une aide précieuse pour résister aux tentatives d'extermination des nazis pendant notre déportation. Communistes allemands, tchèques, russes, français, se retrouvèrent côte à côte, pendant que les Blum, les Daladier, eux, étaient dans les belles villas de la ville SS voisine aux rues pavées de mosaïques. A Buchenwald, le but de l'ennemi était clair : plus de temps à perdre à nous extorquer des reniements improbables, travail forcé et extermination systématique. Mais à mon arrivée dans ce camp de 100.000 prisonniers le Parti était déjà solidement implanté dans toutes les baraquas et aguerri à la lutte. Chaque Parti Communiste avait son organisation propre reliée aux autres au niveau de la direction politique du camp. Et

nous avions sous les yeux l'attitude exemplaire des soldats de l'Armée Rouge, qui, par exemple, allaient chercher la soupe sans attendre qu'on la leur porte, au pas cadencé, avec chants révolutionnaires, et que les SS eux-mêmes, impressionnés, n'osaient plus frapper.

Tout de suite, le Parti engagea la lutte contre l'extermination de ses membres : le travail forcé (par exemple l'extraction et le transport de la pierre) était pour les SS un moyen d'extermination quotidienne ; ainsi pour le transport, si on hésitait devant le tas de cailloux à soulever, avec l'air de choisir, on était abattu ; si on en prenait un trop gros pour ses forces, on était abattu ; nous savions comment déjouer ces pièges : choisir de loin la pierre qu'on allait soulever. Pour les communistes employés aux travaux de déchargement des camions de ravitaillement, l'ordre était d'en ramener le plus possible pour alimenter les camarades, au risque d'être fouillé et pendu le soir même.

En effet, même internés, les communistes devaient rester des militants, des combattants actifs. Les camarades qui travaillaient à la fabrication des V1 ou à l'entretien des armes stockées avaient des ordres précis de sabotage.

Il faut souligner, malgré la liquidation systématique lorsqu'ils se faisaient prendre, la discipline extraordinaire des camarades : jamais le sabotage ne s'est interrompu. Il y avait aussi la diffusion de feuilles d'agitation quotidiennes, manuscrites, qui faisaient le point de la situation politique et militaire grâce à un poste émetteur en liaison avec l'Armée Rouge dont le Parti s'était emparé lors d'un bombardement. Les feuilles étaient diffusées à chaque triangle de communistes, puis elles étaient diffusées oralement à tout le camp. La lutte contre les perquisitions fut bien menée : jamais les SS n'ont mis la main sur nos feuilles. Les non communistes reconnaissaient vite que seuls les communistes avaient quelque chose qui les soutenait : c'est qu'ils croyaient dans la lutte armée du peuple sous la direction du Parti, dans sa victoire inévitable.

Ce qui orientait toute l'activité du Parti c'était la préparation de l'insurrection. La directive était que les camps aident par leurs propres moyens à leur libération. Dans ce but s'était constitué un Comité International de Liaison dont l'existence n'était connue que des communistes. L'insurrection fut en effet préparée et dirigée exclusivement par les Partis Communistes dans le plus grand secret. C'est ce comité qui

donna l'ordre aux communistes, lors du bombardement américain de Buchenwald en 44, bombardement gigantesque qui dura 2 h et fit 11.000 morts, de se porter volontaires pour ramasser les morts et les blessés. C'est ainsi que les camarades purent s'emparer de plus d'un millier d'armes prises sur les SS. Ces armes furent planquées dans des trous de 30/40 cm (pour une dizaine d'armes) faits la nuit sous les baraquas et les bâtiments administratifs. Là encore, l'organisation, la discipline furent telles que jamais les SS ne se doutèrent de ces caches. Il y avait un plan d'insurrection. Nous étions organisés en détachements, chaque détachement savait ce qu'il devait faire et où il devait aller. La veille de l'insurrection, l'Armée Rouge était à 11 km, on la voyait de Buchenwald. Les SS pris de panique allaient exterminer tout le camp. L'insurrection fut déclenchée le soir. Au matin, à l'arrivée conjointe des américains et de l'Armée Rouge, le camp était libéré, la vie de milliers de déportés sauvée.

Ainsi grâce au Parti, même dans les pires conditions de répression, non seulement jamais les communistes n'ont perdu confiance dans le succès de la lutte, mais ils ont pu préparer ce succès, y aider.

6 anti fascistes espagnols en danger de mort

La police fasciste espagnole vient d'arrêter 6 membres du FRAP. Ils sont accusés de la mort du flic espagnol exécuté à Madrid le 1er mai.

En effet, le 1er mai 73 fut en Espagne une grande journée de lutte. A Madrid 10.000 personnes s'étaient rassemblées à l'appel du FRAP place Anton Martin et avaient manifesté aux cris de "FRAP, FRAP, FRAP guerre populaire", "République populaire", "ni Franco, ni Yankee, ni roi". Des groupes d'auto-défense armée protégeaient la manifestation et les affrontements avec les flics furent très violents : 25 flics gravement blessés et un tué.

Le 1er mai 73 est une grande victoire des révolutionnaires espagnols à l'initiative du PCEML. C'est bien comme une cuisante défaite que l'a ressentie la dictature fasciste : elle a aussitôt mis en branle ses bandes contre révolutionnaires, et les flics fascistes qui se sont acharnés sur les 145 anti-fascistes arrêtés le 1er mai. Plusieurs ont été torturés.

Dans ces conditions, les 6 militants du FRAP arrêtés risquent leur vie chaque jour en prison aux mains des nerfs fascistes, ou demain devant un tribunal franquiste. Déjà, lors du procès de Burgos, la mobilisation populaire en Espagne et dans d'autres pays, avait fait reculer Franco. Mobilisons-nous, pour exiger la libération des 6 anti-fascistes arrêtés.

LIBERTE POUR LES 6 DU 1er MAI !

allemande : BREJNEV à la porte

A l'occasion de la visite de Brejnev en Allemagne, le gouvernement "socialiste" de Brandt a pris de sérieuses mesures contre... les révolutionnaires allemands.

Le 15 mai des perquisitions ont été opérées au domicile de militants marxistes-léninistes, ainsi qu'au local du KPD (Parti Communiste d'Allemagne), et de la Ligue contre l'Impérialisme. Le camarade Jürgen Horleman, membre du CC du KPD a été arrêté à cette occasion.

Le "socialiste" Brandt, chef de l'impérialisme allemand, n'a pas apprécié la réception faite au fasciste Thieu, ni les manifestations du 1er mai, à l'initiative des marxistes-léninistes du KPD. Cette fois-ci, Brandt craint que le même accueil ne soit réservé au chef du social-impérialisme Brejnev. Voilà pourquoi le gouvernement "socialiste" allemand accentue la répression contre le KPD et cherche à l'interdire.

A BAS L'IMPERIALISME ET LE SOCIAL IMPERIALISME

LIBERTE POUR JURGEN HORLEMAN

HALTE AUX ATTAQUES CONTRE LE KPD.

FAMINE EN AFRIQUE: UN SEUL RESPONSABLE, L'IMPÉRIALISME

Une famine et une sécheresse catastrophiques menacent les pays de l'Ouest africain, Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Haute Volta et Tchad, 6 millions de personnes sont menacées de mort. D'ores et déjà, de 50 % à 90 % du bétail a péri de soif et de faim.

"C'est la faute au Bon Dieu" déclare Boerma, le directeur de la F.A.O., un organisme spécialement créé par l'ONU pour organiser la famine dans les pays dominés par l'impérialisme ; et Boerma de lancer à tous les pays un vibrant appel à la charité. "On ne comprend plus" avoue dans l'Humanité du 11 mai, le révisionniste Lambotte, en s'étonnant, "que les pays riches ne répondent pas à cet appel". Quant à nous, nous ne nous étonnons pas, et nous dénonçons clairement le seul responsable : l'impérialisme qui depuis des dizaines et des dizaines d'années organise le pillage de l'Afrique et la misère de ses habitants.

DES MINES DE FER MAIS PAS DE PUIITS.

Toutes ces bonnes âmes mettent en avant une sécheresse qui dure depuis 4 ans, des conditions géographiques particulièrement dures dans ces pays à la limite du désert. C'est vrai, mais il n'est pas de calamité naturelle dont l'homme ne puisse venir à bout. En 1972, le peuple Chinois, dans les provinces du nord du pays a vaincu une sécheresse exceptionnelle, grâce à de gigantesques réseaux d'irrigation. Les impérialistes eux-mêmes, quand il s'agit de leurs profits et de leur bien être, trouvent les moyens qu'il convient. En plein Sahara, les techniciens pétroliers français d'Hassi Messaoud n'ont jamais manqué d'eau, quitte à aller la puiser très profondément sous terre. A Nouakchott même, capitale de la Mauritanie, où des milliers d'hommes meurent de soif, les Européens n'ont jamais manqué d'eau, même pas pour arroser leurs pelouses ou remplir leurs piscines. Et ceci grâce à une usine qui dessale l'eau de mer... Mais pendant ce temps, dans les bidonvilles voisins, des centaines de Mauritanais font la queue autour du seul robinet public, parce que l'usine ne donne pas assez d'eau pour tous.

La sécheresse et la famine peuvent se vaincre, mais ce n'est pas rentable pour les impérialistes, qui préfèrent investir dans des secteurs plus lucratifs. C'est ainsi que 24 % seulement des investissements français en Afrique vont dans l'agriculture et l'alimentation, contre 43 % dans l'extraction de minerais... Alors que la construction de puits, d'ouvrages hydrauliques pourrait venir à bout de la sécheresse, les impérialistes qui dominent l'agronomie de ces pays, préfèrent construire des mines et des camps militaires. En 1960, en Mauritanie, les "brigades de réparation des puits" ont été supprimées, par "mesure d'économie", mais la même année, 600 millions d'AF étaient bloqués pour l'éclairage des beaux quartiers de Nouakchott. Et pendant ce temps, la MIFERMA (société à capitaux français) qui pille le fer

Mauritanien, absorbe chaque année 80 milliards d'AF. Mais l'impérialisme a besoin de fer mauritanien, mais pas de puits.

DU COTON MAIS PAS DE MIL

Quant aux rares capitaux investis dans l'agriculture, c'est encore une fois pour le plus grand profit des puissances impérialistes. Dans ces pays touchés aujourd'hui par la famine, l'impérialisme français a surdéveloppé des cultures "industrielles" : le coton, l'arachide, le palmier à huile, au détriment des traditionnelles cultures vivrières. C'est ainsi qu'au Tchad, la société Cotonfran, à capitaux français, impose la culture du coton. Pour cela tous les moyens sont bons : par exemple un décret de 62 rend le sarclage des champs de coton obligatoire sous peine d'amende, ou même de prison ; ou

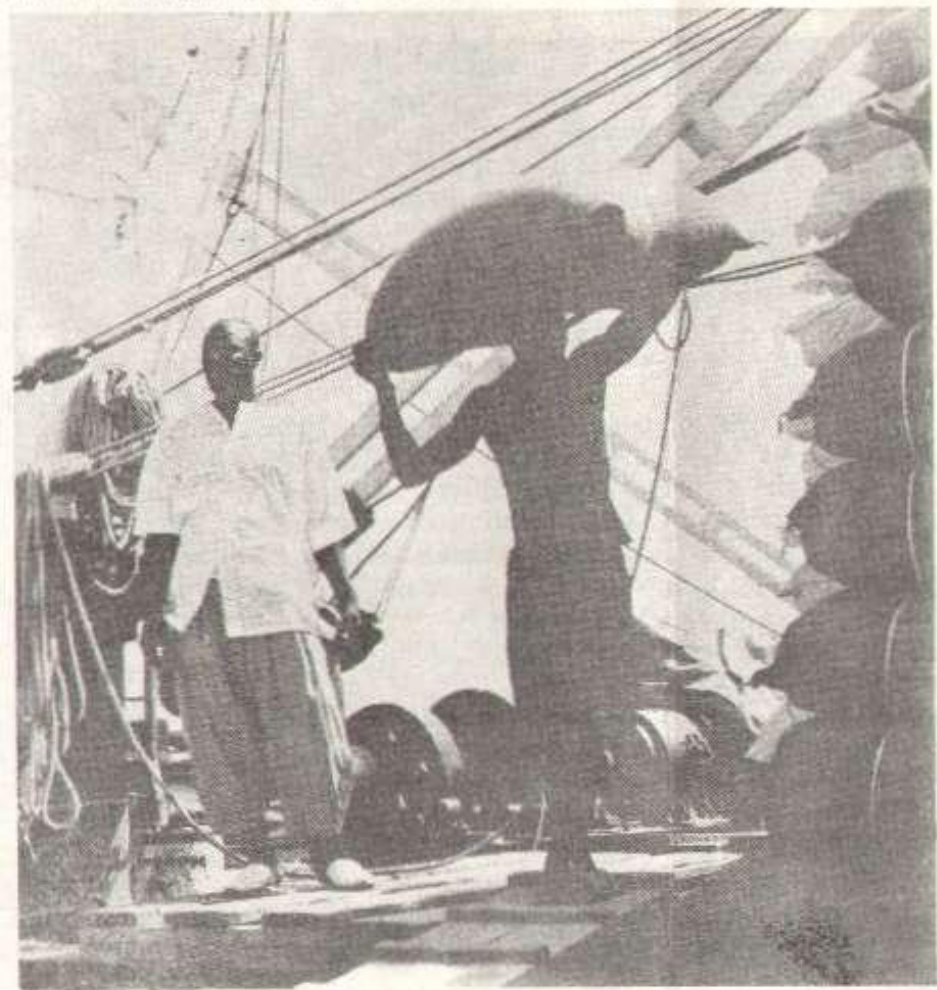
bien encore, un système d'impôt tellement lourd que le paysan est obligé d'abandonner ses champs de mil ou de sorgho, qu'il ne cultivait que pour sa consommation personnelle, et de faire du coton pour le vendre afin de pouvoir payer les impôts. Dans tous ces pays, l'élevage et les cultures vivrières qui pourraient nourrir la population, ont été systématiquement sabordés pour le plus grand profit de l'impérialisme.

Et quand comme au Niger, l'élevage reste florissant, c'est encore dans l'intérêt de l'impérialisme. Aujourd'hui, le Niger est frappé par la famine, mais il y a 6 mois, alors que cette famine était prévue, son président, Hamani Diori, venait au secours... de Pompidou : "au moment où la France, pour mener à bien sa politique de stabilité des prix (les travailleurs français savent ce que cela veut dire), veut importer de la viande, le Niger... est prêt à fournir le marché français en viande bon marché".

Pour l'impérialisme, des profits exorbitants, pour les paysans la misère, la seule perspective d'aller gonfler les rangs des chômeurs dans les bidonvilles des capitales africaines... ou d'émigrer en France, comme O.S. dans les grands bagnes capitalistes : voilà pourquoi 6 millions d'Africains risquent de mourir de faim et de soif. Le seul responsable c'est l'impérialisme.

PAS DE CHARITE HYPOCRITE DES FUSILS !

"Alors que faut-il faire ? Avant tout, prendre conscience sur le plan international de l'ampleur de la menace, mais aussi et surtout de l'urgence impérieuse des secours à apporter". Cette proposition, que n'importe quel curé aurait pu faire, est tirée de l'Humanité du 11 mai, qui se garde bien de dénoncer le principal responsable, l'impérialisme français. Les révolutionnaires refusent cette charité hypocrite et dérisoire, organisée par les mêmes qui pillent sans vergogne l'Afrique. Ce qu'il faut faire avant tout, c'est abattre l'impérialisme ; et ce combat, que les peuples africains mènent les armes à la main, est aussi le nôtre.



en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1F
 - l'interim: organisation et exploitation du chômage 2F
 - le programme commun de la "gauche" 2F
 - un programme bourgeois !
- ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à: Front Rouge

BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

	France	Etranger
Pr normal	1 an 20 F 6 mois 10 F	1 an 40 F 6 mois 20 F
Pr fermé	1 an 20 F 6 mois 10 F	1 an 100 F 6 mois 50 F

abonnement: 3 mois: 5 f

UN SUCCES 4 MILLIONS

Lyon	1696,50
	2000
	210
Amiens	250
Thionville	92,50
	20
Caen	796
	341
Dijon	365
	165
	50
Villefranche	374,10
	180
	224
La Courneuve	1300
	620
Montceau	150
Sochaux	7
Paris 19	832,50
Dunkerque	550
Corne	50
Strasbourg	550
Montpellier	16
La Courneuve	1000
Gennevilliers	1000
Ivry	400
Roubaix	1150
Paris	800
Total	15189,60

Total déjà publié dans le 64	9303,00
dans le 69	5271,40
dans le 71	10287,60
	40051,60